

angolaises qui l'accusaient d'atteinte à la sûreté de l'État... La situation ne semble guère émouvoir la communauté internationale dont les leaders, avides de pétrole, défilent à Luanda sans broncher.

Pérou

FUJIMORI, MONTESINOS ET CIE

Contexte

Alberto Fujimori instaura la dictature au Pérou de 1990 à 2000. On le surnommait « l'Empereur ». Pour l'ONG *Transparency International*, plus de 600 millions \$ ont été détournés par le président en place et ses proches tout au long des dix années de pouvoir. Pour la Banque mondiale, ce serait plus de deux milliards de dollars qui auraient été volés dans les caisses de l'État sous le gouvernement Fujimori.⁶⁸ C'est d'ailleurs à cause de la corruption qu'il quitta son poste en 2000 après la diffusion sur une chaîne chilienne d'une vidéo montrant Vladimiro Montesinos, chef des services secrets et conseiller du président, corrompre un député chilien, Alex Kuori, avec 15 000 dollars. À la chute de Fujimori en 2000, une Commission parlementaire sur les délits économiques et financiers est créée pour réaliser un audit de l'utilisation des fonds publics sous le gouvernement Fujimori.⁶⁹ De nombreux fonds ont été placés à l'étranger, notamment aux États-Unis, au Mexique, en Suisse et au Luxembourg, mais aussi dans d'autres paradis fiscaux, comme les Îles Caïmans ou Panama. Outre les faits de corruption, notamment en matière de contrats d'armements, et de vol de fonds publics, cette commission d'enquête met en lumière le rôle joué par les institutions financières internationales, dont la Banque mondiale, dans le soutien au régime dictatorial. L'historien Alfonso Quiroz estime le coût total de la corruption et des détournements à plus de 14 milliards de dollars.⁷⁰ Moins de 2 % de ces fonds ont été retrouvés à ce jour.

68 Banque mondiale et ONUDC, septembre 2007, *Stolen Asset Recovery (STAR) Initiative, Challenges, Opportunities, and Action Plan*.

69 Comisión de investigación de delitos económicos del Congreso de la República del Perú. Oscar Ugarteche, économiste péruvien renommé, fut le coordinateur de cette commission d'enquête. Il est aujourd'hui l'un des principaux animateurs du réseau latino-américain sur la dette et le développement LATINDADD, soutenu par le CCFD-Terre-Solidaire.

70 Alfonso W. Quiroz, *El Pacto Infame : Estudios sobre la corrupción en el Perú*, Felipe Portocarrero.

Procédures de restitution

Dès la chute de Fujimori, le président de la Commission du Congrès José Ugaz demande et obtient le gel des fonds du clan Fujimori dans différents pays. 20 millions \$ seront gelés aux États-Unis, 1,5 million \$ au Mexique, 64 millions \$ au Gran Cayman, 140 millions \$ en Suisse, environ 1 million \$ au Luxembourg, près de 2 millions au Panama et 18 millions \$ au Pérou.⁷¹ Des procédures juridiques sont alors engagées pour saisir et restituer les fonds de deux hommes forts du régime Fujimori, Vladimiro Montesinos et Victor Alberto Venero. Vladimiro Montesinos, suite à la diffusion de la vidéo susmentionnée, est immédiatement accusé de blanchiment d'argent, de trafic d'armes, d'extorsion de fonds, de constitution illicite d'une fortune qui atteindrait 264 millions de dol-

71 José Ugaz, 26 mai 2003, « Workshop : State looting: returning Abacha's stolen millions », 11^e Conférence internationale contre la corruption, Séoul.



lars. Comble du comble, c'est Fujimori lui-même qui, en novembre 2000, nommera le juge chargé de l'enquête, avant de quitter son pays et de demander l'asile politique au Japon. Cette enquête n'aboutira pas.

Montesinos est aussi accusé d'avoir dirigé des escadrons de la mort. Il est considéré comme le témoin-clé de la face cachée du régime d'Alberto Fujimori, fondé sur un vaste réseau présumé de corruption et de trafic d'influence. Homme de secret, l'ancien homme fort, surnommé « le Raspoutine andin », était un personnage omnipotent, omniprésent et omniscient de l'appareil d'État. Son influence s'étendait à la fois sur la classe politique, sur la hiérarchie militaire, sur la magistrature et aussi sur le monde des affaires. À la suite d'une demande d'entraide judiciaire du Pérou adressée à la Suisse en 2000, une enquête est ouverte par la Commission fédérale des banques suisses pour localiser les comptes en banques lui appartenant. 140 millions \$ sont alors gelés : 105 millions \$ en octobre 2000, puis 35 millions provenant de ses proches ou généraux au printemps 2001. Les documents bancaires sont transmis à la justice péruvienne afin qu'elle établisse l'origine illicite de ces fonds. Une procédure pénale est également ouverte à Zurich, le 5 octobre 2000, pour soupçon de blanchiment.⁷² Le 13 novembre 2001, la Commission fédérale des banques suisses (CFB) a ordonné que le directeur général de la Bank Leumi le-Israel SA (Suisse) quitte ses fonctions. Aucune mesure n'a en revanche été prise à l'encontre des autres banques concernées. Montesinos, après une cavale à travers le monde, a été enfin arrêté en juin 2001 à Caracas (Venezuela), d'où il fut extradé pour le Pérou.

En août 2002, 77,5 millions \$ des fonds bloqués en Suisse furent restitués au Pérou à la suite d'une coopération entre les autorités. La grande partie des avoirs, produits de délits de corruption (notamment commission sur des ventes d'armes avec des sociétés étrangères), appartenait à Montesinos, une petite partie au général péruvien N. de Bari Hermoza. Pour aboutir plus vite au recouvrement des avoirs et faciliter le partage d'informations, la justice péruvienne avait notamment mis en place une procédure de « plaider-coupable » (*plea-bargaining system*). En août 2004, 3,2 millions \$ de plus furent restitués par l'État fédéral suisse⁷³. 30 millions \$ restent toutefois bloqués en Suisse.

Aux États-Unis, une seule procédure de restitution a eu lieu, concernant Victor A. Venero, un proche de Montesinos et Fujimori poursuivi pour détournements de fonds. Il est arrêté le 26 janvier 2001 à Miami par la police américaine. Une enquête menée aux États-Unis par le FBI permet de saisir plus de 20 millions \$. Quelques mois plus tard, le département de la Justice des États-Unis accepta le principe de transférer les 20,3 millions \$ au gouvernement péruvien. Mais il faudra attendre le mois de juin 2006 pour que cet argent soit véritablement restitué au Pérou. Venero fut reconnu coupable de corruption et de blanchiment d'argent.⁷⁴

L'ensemble des fonds restitués furent placés dans un fonds spécial, FEDADOI, géré par un comité de 5 membres issus de différents ministères.

Le principal mis en cause dans ces affaires de corruption, Alberto Fujimori, a été extradé en septembre 2007 du Chili au Pérou après sept années passées en exil, dont cinq au Japon, pays dont il détient aussi la nationalité. Il est poursuivi pour toute une série d'accusations : meurtres, enlèvements, corruption, détournements de fonds. Il a été condamné une première fois en décembre 2007 à six ans de prison ferme pour avoir tenté de dissimuler 40 caisses de cassettes vidéo et audio sur la corruption au sein de son gouvernement. Depuis, il doit répondre devant la justice de massacres et d'enlèvements et risque jusqu'à trente ans de prison.

72 Conseil fédéral, 20 décembre 2000, réponse à une question de Gysin Rémo du 5 octobre 2000.

73 Paul Gully-Hart, avril 2006, *The UN Convention against Corruption, Implementation and Enforcement; Meeting the Challenges Asset Recovery: The Experience of Switzerland*.

74 Linda M. Samuel, « Repatriation obligations under the United Nations convention against corruption », *Resource Material Series*, n° 65, Tokyo, mars 2005, pp. 58-64.



Malgré les efforts de la justice péruvienne et de la société civile péruvienne, notamment en lien avec les ONG suisses⁷⁵, seulement un peu plus de 160 millions \$, dont les 64 millions identifiés aux Îles Caïmans⁷⁶, ont été restitués sur les milliards de dollars détournés par Fujimori et ses proches... difficile aujourd'hui de savoir ce qu'est devenu le reste de l'argent et s'il sera un jour restitué à la population péruvienne.

75 Inès Arias, « Pérou : un rapatriement éthique », *Altermondes*, n°8, février 2007, p. 29.

76 Une restitution que nous a confirmée la Banque mondiale et qui a eu lieu après d'âpres négociations.



Ukraine

FONDS DÉTOURNÉS PAR PAVLO LAZARENKO

Contexte

Pavlo Lazarenko détient sans doute le record de vitesse du détournement de fonds et de blanchiment d'argent sale. Il a été Premier ministre de l'Ukraine du 28 mai 1996 à juillet 1997, où il est limogé par le président ukrainien Leonid Kouchma pour « incompétence et corruption ». Durant ces 14 mois à la tête du pays, il aurait détourné plus de 800 millions \$, selon l'enquête du juge genevois Laurent Kasper-Ansermet⁷⁷. Ces fonds auraient été placés sur des centaines de comptes offshore dans plus de 80 banques, elles-mêmes disséminées dans 23 pays, parmi lesquels les États-Unis, Chypre, la Grande Bretagne et la Suisse. Pas étonnant que *Transparency International* le classe comme le 8^e homme politique le plus corrompu de l'histoire contemporaine. Il a mis en place un gigantesque système de pillage de fonds publics en accordant des crédits, prélevés sur l'argent de l'État, à des sociétés afin qu'elles investissent dans les matières premières du pays. Mais les sociétés n'étaient dirigées que par des hommes de paille du Premier ministre ukrainien ou de ses proches. Ainsi, en quelques mois, plusieurs dizaines de millions \$ ont quitté l'Ukraine. Les sommes versées par le Fonds monétaire international (FMI) à l'Ukraine auraient été aussi détournées en 1997, selon les déclarations trois ans plus tard à Davos, de Stanley Fischer, le directeur général adjoint du FMI. L'argent aurait été retiré de la banque centrale ukrainienne pour être investi dans des bons d'État très spéculatifs. Le profit, estimé à 200 millions de dollars, aurait été ensuite déposé sur des comptes en Belgique et en Suisse appartenant à des proches du Premier ministre. Le FMI est d'ailleurs critiqué pour avoir tardé à dénoncer ce système, dont il avait connaissance.⁷⁸

77 Gilles Gaetner, 1^{er} juin 2000, « Les comptes fantastiques de M. Lazarenko », *L'Express*.

78 Babette Stern, 7 avril 2000, « Des transactions douteuses portant sur 953 millions de dollars », *Le Monde*.

Procédures de restitution

À la suite de son limogeage, P. Lazarenko, qui détenait également le monopole d'importation du gaz russe, a pu gérer sa fortune en toute tranquillité et se livrer